

VENDREDI 31 MARS 2017

LE TEMPS

Suisse 7

# «Une nouvelle centrale ne serait jamais acceptée»

**NUCLÉAIRE** La présidente de la Confédération et ministre de l'Énergie est en campagne pour faire accepter la Stratégie énergétique 2050 le 21 mai. Les adversaires brandissent des coûts apocalyptiques, qui n'ont «aucune valeur» à ses yeux

PHOTOS RECUEILLIES PAR  
BERNARD WUTHRICH, BERNE  
@BdWuthrich

Le 21 mai, le peuple se prononce sur la première étape de la Stratégie énergétique 2050 (SE 2050), sans qu'on sache s'il y aura ni en quoi consistera une deuxième étape. Pour le comité référendaire piloté par l'UDC, la transition énergétique, qui consiste à remplacer le nucléaire par des ressources renouvelables, est hors de prix. Les chiffres avancés par les opposants sont irréalistes, réplique Doris Leuthard.

La SE 2050 coûterait 200 milliards par an, soit 3200 francs par ménage. Voulez-vous ruiner la Suisse? Bien sûr que non. Je souhaite que notre approvisionnement en énergie soit sûr, indigène, propre, bon marché et qu'il crée des emplois ici. Je ne comprends pas les chiffres brandis par l'UDC. Le coût supplémentaire du projet sur lequel on vote en mai est l'augmentation du supplément payé sur le tarif de l'électricité, destiné à promouvoir les ressources énergétiques renouvelables. Il passera de 1,3 et/kWh à 2,3 et/kWh. Cela représente 40 francs par ménage de quatre personnes par an.

Les chiffres de l'UDC proviennent de la deuxième étape présentée par le Conseil fédéral. Elle prévoit des taxes d'incitation pouvant représenter une forte hausse des prix de l'électricité, du mazout et des carburants... Oui, mais le parlement n'en veut pas. Le Conseil fédéral a toujours dit que la première étape reposerait sur les subventions mais que, à terme, il fallait les remplacer par des incitations motivant la population et les entreprises à réduire leur consommation d'énergie. Quasiement tous les partis étaient d'accord. Ils ont changé d'avis. Vu le rejet unanime en mars au Conseil national, on doit constater que plus personne n'en veut. Comme les chiffres de l'UDC reposent sur cette deuxième étape et que celle-ci est morte, ils n'ont aucune valeur.

Pourtant, les objectifs de réduction de la consommation d'énergie prévus dans la nouvelle loi nécessiteront forcément d'autres mesures. Le parlement a remplacé le mot «objec-

tifs» par «valeurs indicatives». Cela peut paraître moins contraignant, mais cela ne change rien pour le Conseil fédéral. La consommation doit diminuer. Nous visons plusieurs buts. Nous voulons stimuler les investissements indigènes. Nous voulons intégrer la production et la consommation d'énergie de la Suisse dans le marché européen. Nous voulons résoudre la question de l'approvisionnement durant les mois d'hiver. Cela peut se faire sans taxes d'incitation.

Pour cela, il s'agit d'obtenir un accord bilatéral sur l'électricité. Comment et dans quel délai le relancer? Ce dossier est tributaire d'un accord institutionnel avec l'UE, qui prendra encore du temps. L'accès au marché européen de l'énergie a une grande signification pour la Suisse. Ce marché franchira une nouvelle étape en 2021-2022. Ce serait le bon moment pour que notre pays en fasse partie. Depuis quelques années, nous dépendons des importations des pays européens durant quelques semaines en hiver. Nous pouvons encore nous permettre d'être considérés comme un État tiers, mais le désavantage concurrentiel s'accroît chaque année pour nos entreprises. Le réseau suisse n'est pas dûment rémunéré pour le transit de flux électriques en provenance et à destination de nos voisins.

Malgré vos promesses, les milieux industriels craignent en bonne partie que la première étape, objet du vote du 21 mai, ne les pénalise par rapport à leurs concurrents étrangers. Que leur dites-vous? Je comprends les craintes de l'industrie des machines, pour qui l'électricité est un facteur de coûts important. Mais sa situation ne sera pas meilleure si la SE 2050 est refusée. Je vous avoue que cela me fait mal de voir qu'une branche autant tournée vers l'innovation combat cette nouvelle loi. Elle admet qu'on va sortir du nucléaire, mais refuse de soutenir les éoliennes et le photovoltaïque. Qu'elle me dise alors comment on garantira la sécurité de l'approvisionnement.

Comprenez-vous l'opposition de Gastrosuisse, l'association laitière de la restauration? Pas davantage.

Si elle est motivée par la crainte que les éoliennes dénaturent le paysage, je dois rappeler que nous avons établi un concept d'implantation qui définit clairement les sites où des parcs d'éoliennes pourraient être construits. Ils ne sont pas dans les zones touristiques. Les atteintes au paysage sont très limitées. Il y a certes des oppositions dans la population, mais il y a aussi des gens qui trouvent les éoliennes agréables à regarder.

Les panneaux photovoltaïques ne produisent qu'à certaines saisons. Est-ce une piste crédible pour la Suisse? Oui, c'est une source d'électricité qui va continuer à se développer. Les experts lui prédisent une forte croissance et les prix vont continuer à baisser. On le voit aux États-Unis et en Chine. Une telle évolution va déboucher sur la réduction des subventions. Pour l'approvisionnement en hiver, on peut compter sur le développement des solutions de stockage. Et pendant encore quelques années, l'apport du nucléaire va nous donner le temps nécessaire à l'adaptation du système énergétique.

On fonde aussi des espoirs sur la géothermie. Mais les tentatives menées jusqu'à maintenant se sont plutôt soldées par des tremblements de terre. Va-t-il vraiment un potentiel? Il y a des risques, mais ils sont sous contrôle. L'Allemagne, l'Autriche ou l'Islande ont une certaine expérience dans ce domaine. Ces pays apportent la preuve de la fiabilité de cette technologie. La nouvelle loi stimulera les investissements dans de nouveaux forages. Si, parmi les vingt sites potentiels recensés, l'un se concrétise, on aura résolu une partie du problème de l'approvisionnement hivernal.

Le Conseil fédéral n'avait pas proposé de soutenir financièrement les grands barrages. Le parlement l'a rajouté. N'est-ce pas de l'économie planifiée, comme le suggèrent les opposants? La situation du marché est devenue difficile et ça va durer encore quelques années. Il faut des solutions pour couvrir les coûts fixes et les dettes des propriétaires de barrage, qui sont souvent les collectivités publiques. En fin de compte, c'est le contribuable qui paie. L'aide



Doris Leuthard: «La loi interdit la construction d'une nouvelle centrale nucléaire mais pas la recherche. Si une technologie propre, moins chère et évidemment sûre est développée un jour, on pourra toujours proposer d'adapter la loi.» (BERTRAND DEVENES)

«Cela me fait mal de voir qu'une branche autant tournée vers l'innovation combat cette nouvelle loi»

représentera 0,2 et/kWh sur les 2,3 et/kWh. Elle sera limitée à 2022. Elle en vaut donc la peine, même si cela peut froisser les esprits libéraux.

Le soutien des producteurs d'hydroélectricité et des paysans intéressés par la pose de panneaux solaires sur leurs toits n'a-t-il pas été «acheté» à coups de subventions, comme le disent les adversaires? Encore une fois, ces subventions sont limitées dans le temps. Si l'on vote non le 21 mai, ils seront au contraire illimités. Et ils profiteront à

l'hydroélectricité, qui est notre ressource propre indigène, notre perle à nous. Je me demande donc si cette critique est fondée. Si l'on ne fait rien, il faudra importer davantage de courant étranger. Les opposants évoquent encore le recours aux centrales à gaz. Techniquement, c'est possible. Mais les résistances de la population sont si grandes que personne ne veut investir dans un projet coûteux utilisant une énergie fossile.

Les centrales nucléaires de Beznau I, depuis deux ans, et de Leibstadt ont été mises à l'arrêt prolongé. La Suisse est très dépendante des importations. Y a-t-il un risque de pénurie? Il y a deux ans, Swissgrid et la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) se sont sérieusement interrogés sur un risque de pénurie. Swissgrid a pris des mesures et équipé le réseau de transformateurs supplémentaires pour faire face aux situations critiques temporaires. Le risque est moins grand aujourd'hui, alors même que la France,

qui est l'un des fournisseurs hivernaux, a suspendu, il y a quelques mois, l'activité de 22 centrales nucléaires.

La catastrophe de Fukushima s'est produite il y a six ans. Il n'y a plus eu d'accident de ce genre depuis lors. La mise sur pied d'une stratégie énergétique de substitution est complexe. L'abandon du nucléaire est-il vraiment la bonne solution pour la Suisse? J'en suis toujours persuadée. La construction d'une nouvelle centrale en Suisse serait beaucoup trop coûteuse et n'aurait aucune chance d'être acceptée par la population.

Même avec de nouvelles technologies produisant moins de déchets? La loi interdit la construction d'une nouvelle centrale mais pas la recherche. Si un jour une technologie propre, moins chère et évidemment sûre est développée, on pourra toujours proposer au parlement d'adapter la loi. Reste que l'avenir appartient, à mon avis, aux renouvelables. ■

## PANORAMA

### Journaliste jugé à Neuchâtel

Le journaliste Ludovico Rocchi a comparu jeudi devant la justice neuchâteloise pour calomnies ou diffamations. En cause: ses articles parus dans *Le Matin* en 2013 au sujet de l'affaire de plagiat à l'Université de Neuchâtel. Le procureur Nicolas Aubert, absent à l'audience, a requis une peine de 45 jours-amendes à 140 francs avec 2 ans de sursis. Le verdict sera rendu le 10 avril. *ATS*

### Nouvelle voix à la RTS

Il a présenté durant plus de treize ans le *Journal du Matin* sur RTS - La Première: le journaliste Simon Matthey-Doret va passer la main. Romaine Morard prendra les rênes de l'émission, aux côtés de Romain Clivaz. La nouvelle équipe présentera dès le 28 août une formule entièrement remaniée, a annoncé jeudi la Radio télévision suisse. Simon Matthey-Doret va se consacrer à un nouveau projet. *ATS*

### Ex-cadre de Xamax acquitté

La Cour pénale du canton de Neuchâtel a acquitté jeudi un ancien entraîneur de football accusé d'actes d'ordre sexuel et de contraintes sexuelles avec des enfants. Elle a cassé le jugement rendu en première instance condamnant cet ancien cadre de Xamax à 6 mois de prison avec sursis pendant deux ans. «Des doutes importants subsistent qui commandent d'abandonner les charges», a déclaré la présidente de la Cour pénale. *ATS*

### Lettre au préfet de la Sarine

La gestion du personnel à la préfecture de la Sarine semble ne pas satisfaire le Conseil d'Etat fribourgeois. Ce dernier a envoyé une lettre au préfet Carl-Alex Ridoré. Dans l'émission *Forum* de la RTS, jeudi, la conseillère d'Etat fribourgeoise Marie-Garnier a parlé d'une petite crise, à laquelle le gouvernement a réagi. La magistrate n'a pas précisé le contenu du courrier qui a été adressé au préfet de la Sarine. *ATS*